

Unité interdépartementale Vaucluse - Arles  
Affaire suivie par le pôle risques  
Références : D-00572-2022

Avignon, le 22/11/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 9 novembre 2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE**

Zac Grange Blanche II  
84350 COURTHEZON

### **1 Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 9 novembre 2022 dans l'établissement TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE implanté Zac Grange Blanche II 84350 COURTHEZON. L'inspection a été annoncée le 13/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE
- Zac Grange Blanche II 84350 COURTHEZON
- Code AIOT dans GUN : 0006412692
- Régime : Enregistrement

La société TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE exploite un entrepôt de stockage. Le site de TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE occupe une surface d'environ 137 177 m<sup>2</sup>, sur les parcelles Section B n° 1682, 1694, 1696, 1699, 1702, 1704, 1706, 1710, 1712, 1715.

Le bâtiment est occupé par deux locataires la société Le Roy logistique dans les cellules de 1 à 6 pour des produits alimentaires bio, des produits de bazar et des pompes à chaleur et la société Perrin dans les cellules de 7 à 9 pour du stockage de vin et distribution.

#### **Consistance de l'installation :**

- un bâtiment d'une superficie de 56 068 m<sup>2</sup>,
  - 8 cellules (1, 2, 3, 5, 6, 7, 8, 9) d'une surface de 5 800 m<sup>2</sup> environ,
  - 2 cellules (4a, 4b) d'une surface de 3 236 et 2 697 m<sup>2</sup> environ,
  - des bureaux, locaux sociaux et local chauffeur d'une surface totale de 1 891 m<sup>2</sup> avec un RDC et un R+1,
  - deux locaux de charge, un local de chaufferie, un local sprinkler, un local transformateur d'une surface totale de 897 m<sup>2</sup>,
- des quais de déchargement/chargement,
- voirie, emplacements de parking et voie pompiers d'une surface totale de 34 280 m<sup>2</sup>,
- espaces verts d'une surface totale de 32 212 m<sup>2</sup>,
- 1 bassin d'infiltration des eaux pluviales non polluées d'un volume totale de 19 030 m<sup>3</sup>,
- 1 bassin de rétention des eaux pluviales susceptibles d'être polluées d'un volume totale de 1 200 m<sup>3</sup>.

### **L'installation est réglementée par:**

- un arrêté d'autorisation préfectoral du 15 janvier 2018, rubrique 1510.
- un arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 novembre 2021.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Vérification de l'installation au regard de l'Arrêté préfectoral de mise en demeure du 24 novembre 2021 et notamment, pour les prescriptions au regard de la fiche de constats de l'inspection du 15 septembre 2021 :
  - Constat 4. Article 1.3.1 – Conformité de l'arrêté d'autorisation préfectoral (AP) du 15 janvier 2018,
  - Constat 5. Article 2.1.3 – Consignes d'exploitation de l'AP du 15 janvier 2018,
  - Constat 15. Article 8.2.5 – Moyens de lutte contre l'incendie de l'AP du 15 janvier 2018,
  - Constat 16. Article 8.2.7 – Plan de défense incendie de l'AP du 15 janvier 2018,
  - Constat 19. Article 9.1.5 – Stockage en masse de l'AP du 15 janvier 2018,
  - Constat 20. Article 9.1.8 – Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt de l'AP du 15 janvier 2018,
  - Constat 21. Article 10.2.7 – Auto surveillance du réseau incendie de l'AP du 15 janvier 2018,
  - Constat 24. Article 13 – Moyens de lutte contre l'incendie de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ,
  - Constat 25. Article 17. Ventilation et recharge de batteries de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017

## **2 Constats**

### **2.1.Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associé une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées,
- « sans suite administrative ».

## **2.2.Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle		
N°	Nom	Référence réglementaire
1	Conformité de l'arrêté d'autorisation	Article 1.3.1 – Conformité de l'arrêté d'autorisation préfectoral (AP) du 15 janvier 2018,
2	Consignes d'exploitation,	Article 2.1.3 – Consignes d'exploitation de (AP) du 15 janvier 2018,
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Article 8.2.5 – Moyens de lutte contre l'incendie de (AP) du 15 janvier 2018
4	Plan de défense incendie	Article 8.2.7 Plan de défense incendie de (AP) du 15 janvier 2018
5	Stockage en masse	Article 9.1.5 – Stockage en masse de (AP) du 15 janvier 2018
6	Exploitation de l'entrepôt	Article 9.1.8 – Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt de (AP) du 15 janvier 2018,
7	Surveillance du réseau incendie	Article 10.2.7 – Auto surveillance du réseau incendie de (AP) du 15 janvier 2018,
8	Moyens de lutte contre l'incendie de (AM)	Article 13 – Moyens de lutte contre l'incendie de (AM) du 11 avril 2017
9	Recharge de batteries	Article 17. Ventilation et recharge de batteries de (AM) du 11 avril 2017

## **2.3.Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Pour les points de 1 à 9 toutes les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure 24 novembre 2021 sont respectées

## **2.4.Fiche de constats**

### **Point de contrôle n°1: Conformité de l'arrêté d'autorisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Article 1.3.1 – Conformité de l'arrêté d'autorisation préfectoral (AP) du 15 janvier 2018,
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.  Avant la mise en service de l'installation, le bénéficiaire de l'autorisation transmet au préfet une attestation de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé et de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cette attestation est établie par ses soins, le cas échéant avec l'appui d'un bureau de contrôle ou d'une société de vérification.
<b>Constats :</b> Le parking PL destiné à l'attente des chauffeurs, situé au Nord du bâtiment a été transformé en plateforme de stockage extérieure pour des palettes. Le locataire de la cellule 9 (Société Perrin) a créé un local fermé non sprinklé au sein de la cellule 9 dans le but d'effectuer des opérations de sablage et de peinture sur bouteilles. Cette modification remet en cause l'efficacité de l'ensemble des installations de détection d'incendie et des moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b> L'exploitant a adressé un dossier de porter à connaissance à l'inspection en date du 6 mai 2022 afin de régulariser l'activité de stockage extérieur pour des palettes.  En cellule 9 (Société Perrin), le local créé dans le but d'effectuer des opérations de sablage et de peinture sur bouteilles est sprinklé et possède une détection incendie. De plus le toit bâché est supprimé. (voir annexe 1)
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans-suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### **Point de contrôle n°2: Consignes d'exploitation,**

<b>Référence réglementaire :</b> Article 2.1.3 – Consignes d'exploitation de (AP) du 15 janvier 2018,
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter des consignes d'exploitation. Le document est en cours d'élaboration.
<b>Constats :</b> l'exploitant a établi des consignes d'exploitation qui ont été transmises aux locataires. L'application de ces consignes par les locataires sont régulièrement vérifiées par un gestionnaire technique extérieur.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°3: Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Article 8.2.5 – Moyens de lutte contre l'incendie de (AP) du 15 janvier 2018
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas effectué d'exercice de défense incendie depuis la mise en service des installations en décembre 2020.
<b>Constats :</b> l'exploitant a effectué un exercice incendie le 1 <sup>er</sup> décembre 2021
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°4: Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Article 8.2.7 Plan de défense incendie de (AP) du 15 janvier 2018
<b>Prescription contrôlée :</b> Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie d'une cellule. <b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter le plan de défense incendie.
<b>Constats :</b> le plan de défense incendie est réalisé et il est conforme aux prescriptions de l'AP du 15 janvier 2018.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°5: Stockage en masse

<b>Référence réglementaire :</b> Article 9.1.5 – Stockage en masse de (AP) du 15 janvier 2018
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matières conditionnées en masse (sac, palette, etc.) forment des îlots limités de la façon suivante : 1° Surface maximale des îlots au sol : 500 mètres carrés ; 2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ; 3° Distance entre deux îlots : 2 mètres minimum ; <b>Constats :</b> Au centre de la cellule 9 un stockage en masse forme un îlot d'une surface de plus de 500 m <sup>2</sup> .
<b>Constats :</b> le stockage en masse est réparti en îlots de moins de 500 m <sup>2</sup> . L'exploitant a dimensionné les îlots de stockage par des marquages au sol. (voir annexe 2 )
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°6: Exploitation de l'entrepôt

<b>Référence réglementaire :</b> Article 9.1.8 – Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt de (AP) du 15 janvier 2018,
<b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du Code du travail, les parties de l'entrepôt dans lesquelles il peut y avoir présence de personnel comportent des dégagements permettant une évacuation rapide. <b>Constats :</b> Les portes piétons communicantes entre les cellules 9 et 8 sont encombrées ce qui ne permet pas une évacuation rapide
<b>Constats :</b> les portes sont dégagées et l'exploitant a réorganisé ces activités à proximité des portes pour qu'elles soient libres d'accès en permanence. (voir annexe 3)
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Point de contrôle n°7: Surveillance du réseau incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Article 10.2.7 – Auto surveillance du réseau incendie de (AP) du 15 janvier 2018,
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. » <b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en possession du rapport de constats d'analyse des risques menée par l'assureur. L'exploitant a pris contact avec son assureur pour faire effectuer une analyse de risques afin de joindre le rapport à son dossier.
<b>Constats :</b> malgré plusieurs relances, l'exploitant ne parvient pas à obtenir une visite de son assureur afin d'établir un rapport de constats d'analyse des risques.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Point de contrôle n°8: Moyens de lutte contre l'incendie de (AM)

<b>Référence réglementaire :</b> Article 13 – Moyens de lutte contre l'incendie de (AM) du 11 avril 2017
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours. » <b>Constats :</b> Pour la société Perrin le personnel n'est pas formé sur les risques des installations, à la conduite à tenir en cas de sinistre et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Il n'y a pas de plan de prévention.
<b>Constats :</b> les personnels des sociétés PERRIN et Le Roy logistique et y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre au travers d'un fascicule. Pour la société Perrin 8 personnes sont désignés et ont reçu une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention en date du 23/02/2022. Pour la société Le Roy logistique 8 personnes sont désignés et vont recevoir une formation pour la mise en œuvre des moyens d'intervention en date du 15/11/2022.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### Point de contrôle n°9: Recharge de batteries

<b>Référence réglementaire :</b> Article 17. Ventilation et recharge de batteries de (AM) du 11 avril 2017
<b>Prescription contrôlée :</b> La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit. <b>Constats :</b> Une activité de charge de batteries définie au 1.0.1 de l'arrêté du 29/05/00 relatif à la rubrique 2925-1 s'effectue au sein de la cellule 9 (Société Perrin) en dehors du local de charge.
<b>Constats :</b> l'ensemble de l'activité de charge de batterie s'effectue dans la salle de charge liée à la cellule 7. seul le chargement des batteries li-ion s'effectue dans les cellules.
<b>Observations :</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Annexe 1**



**Annexe 2**



**Annexe 2**



**Annexe 3**

